Union of European Federalists
Union Europäischer Föderalisten
Union des Fédéralistes Européens

70 european federalists 46 16

70 ANS DE CAMPAGNES FÉDÉRALISTES POUR UNE EUROPE UNIE ET FÉDÉRALE

Union des Fédéralistes Européens

70 ans de campagnes fédéralistes pour une Europe unie et fédérale

Elmar Brok

Président de l'Union des fédéralistes européens, président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen et co-président du Groupe Spinelli.

Préface

L'Union des fédéralistes européens a été fondée à Paris en décembre 1946. Alors que l'Europe était encore au milieu d'une guerre brutale, des groupes ont émergé dans différents pays, particulièrement en Italie, France, Allemagne et Belgique, appelant à une unité politique européenne. Ils étaient unis dans le rejet du nationalisme et par la conviction que la seule voie pour la paix, la démocratie et un meilleur futur était, pour les États européens, de s'unir dans une fédération européenne. Peu de temps après la guerre, ils se rassemblèrent pour former notre organisation.

Depuis soixante-dix ans, l'Union des fédéralistes européens a été un militant actif pour l'unification européenne. Nous n'avons jamais cessé de croire et de promouvoir l'ultime but des États-Unis d'Europe. Parallèlement, nous avons été les avocats pragmatiques de toutes les étapes intermédiaires importantes qui font l'Union européenne d'aujourd'hui et qui, un jour, conduiront à notre objectif. Nous avons été les premiers à militer pour une Europe sans frontières nationales, pour les élections au suffrage direct du Parlement européen, pour la devise européenne, pour une constitution européenne. Nos demandes ont souvent précédé leur accomplissement de dizaine d'années. Nous avons souvent sévèrement critiqué les limites de la Communauté européenne puis de l'Union européenne, mais nous avons toujours été positifs et avons toujours défendu le projet européen. Dans de nombreux pays, nous avons été une force essentielle pour rallier politiques, leaders d'opinion, la société civile et les citoyens autour de chaque étape importante de l'intégration européenne.

Aujourd'hui, le fédéralisme et le projet pour une Europe fédérale sont souvent incompris et présentés de façon erronée. Cependant, le fédéralisme est la seule façon d'unir l'Europe. Seule une Europe fédérale peut protéger les plus petits États et donner une voix aux citoyens européens à travers des représentants élus au suffrage direct. Seule une Europe fédérale permet

de résoudre les limites de la coopération intergouvernementale. Au sein d'une Europe fédérale, les États membres ne perdraient pas leur souveraineté, ils contribueraient à une plus grande souveraineté européenne, dans un monde de pouvoirs continentaux et de puissantes forces de marché mondiales.

Une Europe unie et fédérale n'a jamais été aussi proche, néanmoins beaucoup reste à faire pour réaliser ce projet. L'Union européenne fait à face à un moment décisif et les quelques prochaines années seront cruciales à long terme pour le projet européen. Une longue crise financière et économique a affaibli plusieurs États membres et a ébranlé la confiance de beaucoup de citoyens européens dans l'euro et dans l'Union européenne. Un défi migratoire sans précédent met Schengen et la libre circulation des personnes en danger. L'Union européenne est confrontée à des défis importants en termes de sécurité. Des solutions européennes sont requises, très rapidement pour regagner la confiance et les espoirs des citoyens européens et créer des conditions pour la reprise du projet politique européen. Une devise unique durable nécessite une union économique et fiscale. La liberté de circulation intérieure, à travers les frontières nationales, exige une gestion européenne des frontières communes extérieures. Des menaces communes pour notre sécurité appellent à des moyens européens. L'Europe devrait avoir le pouvoir et les moyens d'agir unie à l'échelle mondiale. Les institutions européennes ne devraient pas être l'otage d'intérêts divergents des États membres. Un véritable gouvernement européen ferait mieux que l'importe quelle forme de coopération intergouvernementale.

Une organisation fédéraliste engagée et convaincante est aujourd'hui plus que jamais nécessaire, pour inciter les gouvernements nationaux et les responsables politiques à agir, pour contrer les effets négatifs du nationalisme et du populisme, et pour rassembler les citoyens et les politiciens autour d'une vision positive d'un projet européen, pour une Europe fédérale.

Traduit de l'anglais par France Bouchez

Jean-Pierre GOUZY
Ancien secrétaire général de l'UEF France,
Ancien membre du Comité exécutif de l'UEF

La naissance de l'UEF

Le 15 décembre 1946, 9 rue Auber, dans le quartier de l'Opéra à Paris, l' « Union européenne des fédéralistes » s'installe dans le quartier général de *« La Fédération »*, le principal mouvement fédéraliste français de l'époque.

Cet important événement ne résultait pas seulement d'une simple coïncidence ; il n'aurait probablement jamais eu lieu sans les répercussions du *Manifeste de Ventotene* de 1941, sans la Résistance européenne de personnalités telles que Henri Brugmans, Henri Frenay et Altiero Spinelli, futurs leaders, entre autres, de l'UEF ; sans réunions similaires, comme celles des « Socialistes européens » à Montrouge en juin 1946 ; celles d'intellectuels à Genève tels que Jaspers, Spendler, de Rougemont, Lukacs en septembre 1946, ni bien sûr sans la réunion de Hertenstein, à la lisière du Lac des Quatre Cantons, du 15 au 22 septembre 1946, l'année où Winston Churchill prononça son fameux discours du 19 septembre à Zürich dans lequel il lançait : *« Debout l'Europe ! Nous devons créer les États-Unis d'Europe »*.

L'UEF commençait à prendre forme à Hertenstein, mais il fallut une autre réunion, convoquée cette fois par les dirigeants britanniques de la *Federal Union*, un mois plus tard à Luxembourg, pour décider de l'installation d'un secrétariat fédéraliste européen à Paris et d'un autre à New York pour les fédéralistes mondiaux. À Paris, en décembre 1946, et ce après une ultime conférence préparatoire en novembre à Bâle, la décision fut prise de créer une « Union des fédéralistes européens », bien que nombre de membres demeurassent attachés à l'idée d'un fédéralisme mondial. D'où la première devise de l'UEF : *« Une Europe unie dans un monde uni »*.

Il convient d'ajouter que certains groupes n'étaient intéressés que par la création d'une Fédération européenne dans un sens politique, alors que d'autres privilégiaient l'instauration d'une nouvelle organisation, d'autres l'organisation de la paix et d'autres

encore un fédéralisme mondial. Certains se référaient expressément à un modèle anglo-saxon de fédéralisme ; d'autres, en particulier certains orateurs français, se référaient à Proudhon, aux libertariens du siècle précédent ou à la pensée individualiste qui s'était dégagée des débats et des idées échangés au cours des années 30. Pour d'autres encore, Hamilton représentait la référence essentielle.

Un tel mélange d'idées était tout à fait surprenant. Il fallait les canaliser. Si ce mélange traduisait la richesse de l'UEF, il n'en compliquerait pas moins, à maints égards, la vie du mouvement au cours des années 50 et jusque dans les années 60.

Cependant, pouvait-il en être autrement au départ d'une grande aventure au milieu de ce désert européen dans lequel tout devait être repensé et reconstruit ?

En Grande-Bretagne, par exemple, Miss Josephy, vice-présidente des libéraux-démocrates et l'une des fédéralistes les plus actives de l'époque, était l'incarnation de ce mélange de perspectives mondiales, atlantiques et européennes, qui traduisait l'une des expressions les plus symptomatiques de la tradition fédéraliste d'*Outre-Manche*.

La réunion constitutive de l'UEF eut lieu le 15 décembre 1946, sous la présidence d'un homme qui incarnait les débats de la Troisième République française. Ex-député de l'Ardèche, Gaston Riou présidait un groupe appelé *« Union économique et douanière européenne »*. En 1929, il publiait un ouvrage prémonitoire intitulé *« Europe, ma patrie »* qui reproduisait une déclaration d'Aristide Briand. Je me permets de rappeler qu'Aristide Briand, au nom du gouvernement français de l'époque et avec l'appui de Gustav Stresemann, avait appelé les peuples d'Europe – du haut de la tribune de la Société des Nations - à nouer entre eux un « lien fédéral ».

Les *« conjurés »* de la rue Auber, en dépit de leurs différences, décidèrent à l'unanimité de convoquer un premier Congrès, qui se tint à Montreux du 27 au 31 août 1947. Ils décidèrent également que la jeune UEF, qui n'avait pas encore de statut légal, allait en être dotée, conformément à la législation suisse. Ce processus fut finalisé par l'installation de son quartier général au Palais Wilson de Genève. Ils demandèrent ensuite à Alexandre Marc, journaliste et *avant-garde* des années 30, de devenir le premier secrétaire général de la nouvelle organisation et à Henri Brugmans, futur recteur du Collège d'Europe, d'en devenir le premier président. La première tâche consisterait à contrôler l'explosion fédéraliste de l'après-guerre : quelque cinquante clubs, cercles et mouvements divers implantés dans une dizaine de pays. À titre d'exemple, la France seule n'en comptait pas moins de quinze et la Belgique une douzaine.

Je conclus en précisant que, en tant que jeune homme, je m'étais impliqué dans le mouvement fédéraliste depuis plusieurs mois. Six ans plus tard, j'en devins le secrétaire général pour la France. J'ai donc connu personnellement les témoins et les acteurs engagés dans les événements que j'ai relatés. C'est ce qui m'autorise à en porter témoignage.

Lorsque les délégués de cette mémorable réunion se séparèrent, au cours de cette nuit parisienne, glacée, terriblement sombre et triste, privés de tout (en raison du rationnement qui ne prit fin qu'en 1949), le premier signe d'espoir européen de l'après-guerre s'était concrétisé : l'UEF était née.

INTRODUCTION

Le fédéralisme européen puise ses racines en premier lieu dans la philosophie des Lumières et les idées d'Emmanuel Kant et plus tard dans celles de Pierre-Joseph Proudhon. Il tire son inspiration de la fondation des États-Unis d'Amérique et des essais d'Alexander Hamilton, James Madison et John Jay publiés dans la revue *The Federalist*, qui plaidaient pour l'adoption de la première constitution fédérale de l'histoire. Ce n'est toutefois qu'au début des années 1940 que le fédéralisme allait inspirer de nouveaux mouvements appelant à l'unité politique de l'Europe.

C'est en 1795, moins de dix ans après que fut rédigée la Constitution marquant la naissance des États-Unis d'Amérique, que le philosophe Emmanuel Kant exposa ses idées sur la manière d'éviter la guerre et d'assurer une « paix perpétuelle » par le groupement des États-nations au sein d'une fédération et le transfert de leur souveraineté vers une puissance publique supérieure. Un demi-siècle plus tard, en 1851, Proudhon fit la critique de l'État-nation en tant que forme d'organisation politique et préconisa le fédéralisme en tant que mode d'articulation du pouvoir à différents niveaux de gouvernement. La même année, les appels de Victor Hugo à la création des États-Unis d'Europe trouvèrent un large écho dans les milieux intellectuels européens. Cependant, alors que les États-nations et le nationalisme étaient à l'apogée de leur splendeur et vus comme une garantie de la liberté, de la démocratie et du bien-être de leurs peuples et de leurs empires d'outre-mer, l'idée d'une Europe unie était bien en avance sur son temps.

Au début des années 1930, la division de l'Europe entre États-nations allait montrer toutes ses faiblesses et entraîner le continent vers la dépression économique et l'émergence du nazisme et du fascisme. C'est à ce moment qu'apparaît en Grande-Bretagne l'« école fédéraliste anglo-saxonneß » et, en novembre 1938, la *Federal Union*- qui allait devenir des années plus tard la section britannique de l'UEF – fut constituée et commença à faire campagne en

faveur du fédéralisme et de l'unité politique de l'Europe. Ses idées fédéralistes furent largement soutenues par les principaux journaux, dirigeants politiques et milieux universitaires. Deux ans après sa création, la *Federal Union* comptait 12 000 membres et 225 sections à travers tout le pays.

À la fin des années 1930, un peu par hasard, certains ouvrages de la *Federal Union* allaient devenir une source d'inspiration de ce premier mouvement politique fédéraliste indépendant. En 1939, le journaliste, et futur président de la République italienne, Luigi Einaudi, envoya un certain nombre d'ouvrages fédéralistes à Ernesto Rossi, qui, avec un jeune Italien du nom d'Altiero Spinelli, était incarcéré sur l'île de Ventotene. Les idées exposées dans ces livres allaient inspirer le *Manifeste de Ventotene*. Au cours des dernières années de la seconde guerre mondiale, des mouvements convaincus de la nécessité d'une fédération politique de l'Europe virent le jour dans nombre de pays européens. Ils se groupèrent par la suite au sein de l'Union européenne des fédéralistes (appelée plus tard Union des fédéralistes européens) à Paris en 1946 marquant ainsi le début de 70 ans de campagne en faveur d'une Europe fédérale.

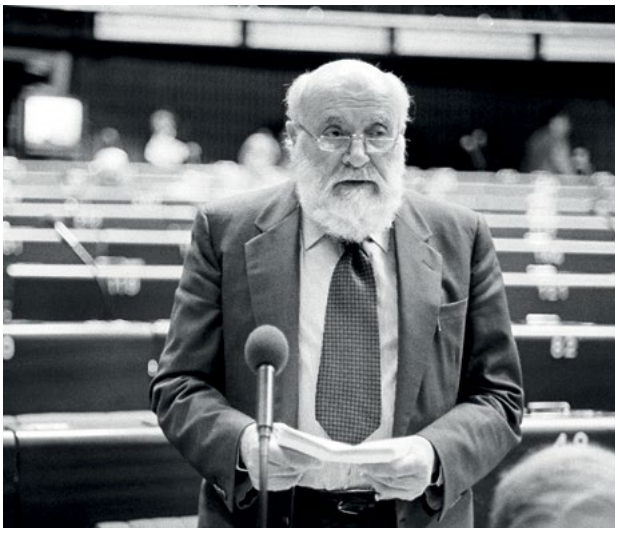
Traduit de l'anglais par Roger Vancampenhout

Années 1940

LES DÉBUTS

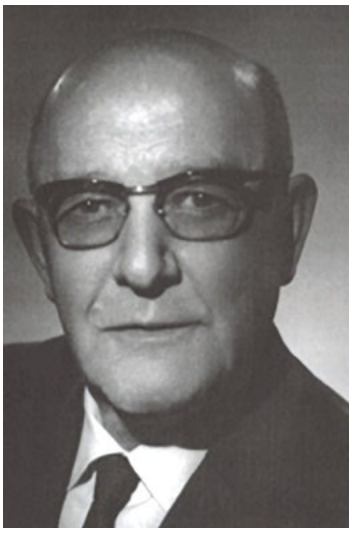
Les années 1940 ont vu l'Europe laissée en ruines par le conflit le plus brutal qui ait jamais eu lieu entre États souverains. La mort, la destruction et la dévastation avaient été répandues sur tout le continent. Alors que la guerre faisait encore rage, des groupes fédéralistes avaient commencé à apparaître dans divers pays, en particulier en Italie, Allemagne, France et Suisse. Ils étaient unis dans la croyance que le seul moyen d'éviter que les terribles erreurs de la guerre ne se répètent et d'assurer un avenir meilleur pour le continent et le monde, c'était pour les peuples d'Europe d'être unis démocratiquement et de manière irréversible dans une fédération.

Confinés par le régime fasciste sur l'île italienne de Ventotene, Altiero Spinelli et Ernesto Rossi avaient écrit ce qui allait être connu comme le *Manifeste de Ventotene* (1941). Les auteurs, des militants anti-fascistes, écrivaient sur la nécessité, pour prévenir d'autres guerres, d'unifier l'Europe en une fédération démocratique. Spinelli pensait qu'un tel projet nécessitait un nouveau mouvement politique indépendant composé de personnes qui verraient la création d'une unité politique européenne comme leur but et leur tâche essentielle. Alors que ceux avec lesquels il avait été incarcéré retournaient rapidement à leurs partis nationaux et aux politiques nationales, quelques jours après avoir été libéré, Spinelli créa, les 27 et 28 août 1943, le *Movimento Federalista Europeo* (MFE), aujourd'hui la section italienne de l'UEF, et commença un nouveau type d'engagement politique. Plutôt que de viser à atteindre une position politique dans la politique nationale, leur mission était de créer une nouvelle forme de pouvoir au niveau européen.



ALTIERO SPINELLI
1907 – 1986
Président de l'UEF 1955-1956

Altiero Spinelli est né le 31 août 1907 à Rome, Italie. Il a rejoint le Parti communiste à 17 ans et a été emprisonné et exilé par le régime fasciste pendant 18 ans. Bien qu'en isolement sur l'île de Ventotene, avec Ernesto Rossi, il a écrit le *Manifeste de Ventotene pour une Europe libre et unie*. En 1943, Spinelli a fondé le *Movimento Federalista Europea* (MFE) à Milan et a aidé à rassembler des fédéralistes dans une organisation européenne. Il a été président de l'UEF entre 1955 et 1956. Agissant dans diverses fonctions, y compris en tant que conseiller des dirigeants politiques, Alcide De Gasperi, Paul-Henri Spaak et Jean Monnet, Spinelli a travaillé sans cesse pour l'unification européenne. Il a promu des idées fédéralistes en tant que commissaire européen, puis en tant que membre du premier Parlement européen élu démocratiquement. En 1980, avec d'autres députés fédéralistes d'esprit, il a fondé le Club du Crocodile pour appeler à la réforme institutionnelle et la création d'une « Union européenne », menant à la proposition du Parlement européen d'un traité d'Union européenne fédérale - connu sous le nom de « traité Spinelli ». Le bâtiment principal du Parlement européen à Bruxelles est nommé en son honneur.



ALEXANDRE MARC
1904-2000
Président de l'UEF 1957-1959

Alexandre Marc (né Alexandr Markovitch Lipiansky à Odessa, Ukraine) était un philosophe et écrivain français, leader et théoricien du fédéralisme européen. Il a participé à la création du groupe « La Fédération » et a été président de l'Union des fédéralistes européens (1957-1959), le leader du Mouvement fédéraliste européen et fondateur de la revue *L'Europe en formation*. Il a également fondé le Centre international de formation européenne (CIFE) en 1954. Marc consacré toute sa vie professionnelle à la promotion des idées fédéralistes et est l'auteur de nombreux livres décrivant son concept de fédéralisme intégral tout en travaillant comme professeur dans plusieurs écoles internationales.

HENRI BRUGMANS
1906 – 1997
Président de l'UEF 1947-1949

Né le 13 décembre 1906 à Amsterdam, aux Pays-Bas, il a été témoin de la rapidité avec laquelle le monde a changé après 1914. Son engagement politique a commencé vers la fin de ses études quand il a rejoint le Mouvement flamand. En 1947, il est devenu le premier président de l'Union des fédéralistes européens. Brugmans a contribué à la fondation du Collège d'Europe à Bruges, en Belgique et en est devenu le premier recteur, siégeant de 1950 à 1972. Il a reçu le Prix Charlemagne en 1951, qui reconnaît les personnes qui ont contribué à la promotion des idéaux et des valeurs européennes et qui ont travaillé à l'unité européenne.

Avec la guerre approchant de sa fin, de nombreuses voix s'élevèrent à travers l'Europe pour appeler à son unité politique particulièrement dans les cercles de la Résistance. Des groupes fédéralistes se développèrent en France, en Allemagne et en Suisse. Spinelli et d'autres prirent contact avec eux en vue de créer un nouveau mouvement européen. En septembre 1946, une réunion s'est tenue à Hertenstein, en Suisse, avec le but de développer une plateforme commune globale et de préparer la voie pour la fondation d'un mouvement fédéraliste pan-européen nouveau. Soixante-douze délégués de quatorze pays se mirent d'accord sur le Programme d'Hertenstein, qui appelait à la création d'une « Union européenne » *« en accord avec les principes fédéralistes qui demandent une structure démocratique à partir de la base »* et pour un transfert d'une partie des droits souverains des États membres – économiques, politiques et militaires.

Par coïncidence, le 19 septembre 1946, au moment même où les fédéralistes se réunissaient à Hertenstein, Winston Churchill était lui-aussi en Suisse pour faire un discours à l'Université de Zürich. Churchill prit position pour la création *« d'États-Unis d'Europe »* afin d'assurer la paix et la prospérité en Europe, bien qu'en même temps il ne voit pas la Grande-Bretagne prendre part à un quelconque projet de ce type.

Il avait été décidé à Hertenstein de se retrouver à Paris plus tard dans l'année. C'est ainsi, que par une froide nuit d'hiver l'Union européenne des fédéralistes (UEF) a été officiellement crée le 15 décembre 1946. La nouvelle organisation tint son premier congrès européen à Montreux, en Suisse, entre les 27 et 31 août 1947, en parallèle avec le congrès fondateur du Mouvement fédéraliste mondial (*World Movement for World Federal Government*[1] Alexandre Marc (1904-2000), un journaliste français, devint son premier Secrétaire général et le hollandais Hendrik Brugmans (1906-1997), futur doyen

1 NdT : en français, Mouvement universel pour une confédération mondiale

La délégation italienne lors du 1er Congrès de l'UEF à Montreux, en Suisse en 1947, dont Gustavo Malan, Guglielmo Usellini, Ernesto Rossi, Altiero Spinelli et Alberto Cabella.

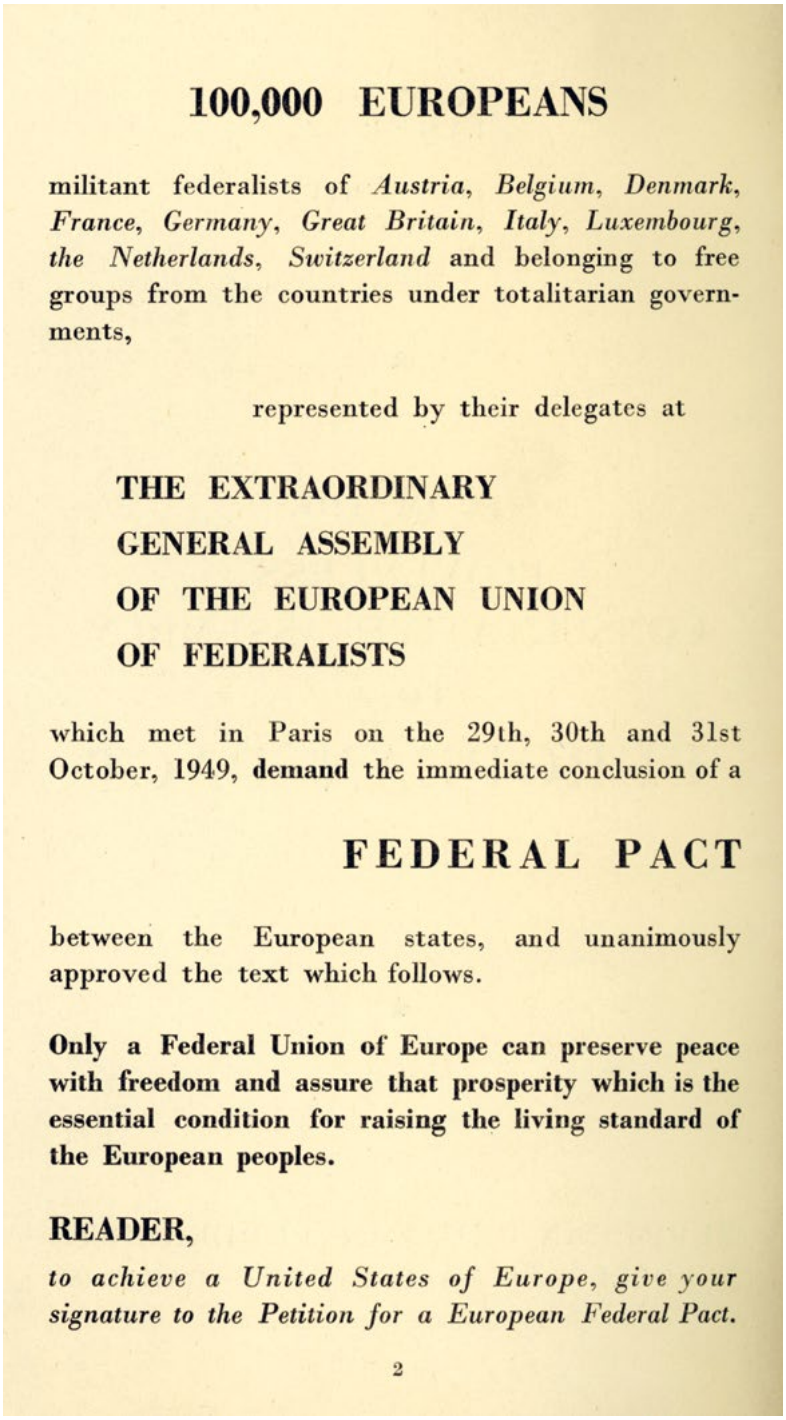
La Salle des Chevaliers au Congrès européen à La Haye le 9 mai 1948. Plus de 750 délégués se réunissent sous le drapeau « E vert ».

du Collège d'Europe, son premier président. L'organisation unissait environ cinquante clubs, cercles et mouvements dans environ dix pays, dont au moins quinze en France et douze en Belgique.

La nouvelle organisation réussit à réconcilier les branches dites « intégrales » et « institutionnelles » du fédéralisme. Le fédéralisme intégral, venait des enseignements de Pierre-Joseph Proudhon et avait en Alexandre Marc son plus important partisan au sein de l'UEF. Le fédéralisme institutionnel, se basait sur les écrits d'Alexander Hamilton et la formation des États-Unis d'Amérique ; il était soutenu par Altiero Spinelli dans l'UEF. Le fédéralisme intégral, qui avait un poids significatif durant les premières années de l'UEF voyait le fédéralisme comme le moyen d'organiser la société dans son ensemble et pensait que les composants de base d'un système fédéral devaient inclure non seulement les entités de nature territoriale (des communes aux États) mais également celles de nature professionnelle ou fonctionnelle. À l'opposé, le fédéralisme institutionnel pensait que les entités constitutives d'un système fédéral ne pouvaient être que des institutions de caractère territorial et que la priorité politique en Europe était de réunir tous ceux qui étaient en faveur de la fédération européenne, même s'ils avaient des orientations idéologiques différentes, plutôt que de diviser les forces avec des propositions sur comment restructurer les sociétés européennes et nationales.

La nouvelle organisation était unie autour de l'idée qu'une unité européenne irréversible et démocratique ne pouvait être obtenue que par la construction d'un État fédéral européen et que l'unité européenne serait une étape fondamentale et une impulsion décisives vers la paix et l'intégration mondiale. Le mouvement était convaincu qu'une Europe unie serait une force de médiation entre les États-Unis et l'Union soviétique (URSS) à une époque où la division de l'Europe en groupes opposés et la guerre froide étaient éminentes, mais, vus les développements en Europe centrale et orientale, elle voyait l'unification européenne ne pouvoir commencer que dans la zone d'influence occidentale, avec le soutien des États-Unis et du Plan Marshall.

Sous la direction de Brugmans l'UEF fonda le Comité des mouvements pour l'unité européenne avec deux autres organisations intéressées à promouvoir une Europe unie, même si ce n'était pas obligatoirement sous forme fédérale. Cette organisation allait plus tard évoluer pour devenir le Mouvement européen, une organisation parapluie de mouvements pro-européens qui existe encore à ce jour et dont l'UEF continue à être membre.



100,000 EUROPEANS

militant federalists of *Austria*, *Belgium*, *Denmark*, *France*, *Germany*, *Great Britain*, *Italy*, *Luxembourg*, *the Netherlands*, *Switzerland* and belonging to free groups from the countries under totalitarian governments,

represented by their delegates at

THE EXTRAORDINARY GENERAL ASSEMBLY OF THE EUROPEAN UNION OF FEDERALISTS

which met in Paris on the 29th, 30th and 31st October, 1949, **demand** the immediate conclusion of a

FEDERAL PACT

between the European states, and unanimously approved the text which follows.

Only a Federal Union of Europe can preserve peace with freedom and assure that prosperity which is the essential condition for raising the living standard of the European peoples.

READER,

to achieve a United States of Europe, give your signature to the Petition for a European Federal Pact.

2

Extrait de la brochure *De l'Assemblée consultative impuissante à un Pacte européen* (1949).

En 1948, le Comité international des mouvements pour l'unité européenne organisa sa première manifestation d'importance : le Congrès de l'Europe de La Haye.

Le Congrès de La Haye, des 7 au 11 mai 1948, a été suivi par des centaines de délégués de toute l'Europe y compris par nombre de personnalités politiques importantes : Winston Churchill, Harold Macmillan, Sir David Maxwell-Fyfe, Pierre-Henri Teitgen et François Mitterrand. Le Congrès a été un moment spécifique dans l'histoire de l'Europe et a adopté une déclaration reconnaissant *« la tâche urgente des nations de l'Europe de créer une union économique et politique afin d'assurer la sécurité et la paix sociale »* et appelant à la création d'une assemblée européenne et d'une charte des droits humains.

Vers la fin de la décennie, le 5 mai 1949, le Conseil de l'Europe était établi en tant que première organisation de coopération européenne et avec l'objectif d'atteindre *« une plus grande unité entre ses membres dans le but de sauvegarder et de réaliser les idéaux et les principes qui sont leur héritage commun et de faciliter leur progrès économique et social »*. Mais les objectifs limités et la structure du Conseil de l'Europe étaient loin de répondre à la demande des fédéralistes pour l'unité politique.

Le 31 octobre 1949, à l'occasion d'une Assemblée générale extraordinaire à Paris, l'UEF lança sa première campagne d'importance, en demandant un « Pacte fédéral ». Elle lança un appel à une assemblée constituante afin de préparer un pacte établissant une fédération européenne sur le modèle de la Convention de Philadelphie (1787) établissant les États-Unis d'Amérique.

Durant ces premières années d'après-guerre, les fédéralistes espéraient que la réaction à l'horreur et à la destruction que le conflit avait causé, et le démantèlement des systèmes politiques dans les pays vaincus, offriraient l'opportunité de reconstruire l'Europe sur une base différente. Toutefois, malgré le sentiment (pro)européen de nombreux dirigeants politiques de l'époque, il était écrit qu'allait prévaloir, au moins pour le court terme, la voie consistant à reconstruire les systèmes politiques nationaux avec seulement quelques formes limitées de coopération au niveau européen.

Traduit de l'anglais par Jean-Francis Billion

Années 1950

LES PREMIÈRES CAMPAGNES POUR UNE FÉDÉRATION EUROPÉENNE

Les années suivant la seconde guerre mondiale ont vu la reconstruction économique et politique des États-nations européens, décevant l'espoir des fédéralistes de l'émergence immédiate d'une fédération européenne. Cependant, la guerre avait été si dévastatrice qu'un nouvel esprit de coopération entre les États et les peuples de l'Europe a émergé.

Au début des années 1950, l'UEF a poursuivi sa campagne pour le Pacte fédéral. Une pétition a réuni 500 000 signatures en Italie seule et, en novembre 1950, 5 000 membres des Jeunes européens fédéralistes nouvellement formés (JEF) ont défilé pour soutenir le Pacte à Strasbourg. Alors que le Pacte n'a jamais été en mesure d'atteindre son objectif principal, la création d'une fédération européenne, la campagne a révélé dans quelle limite le Conseil de l'Europe pourrait être exploité pour d'atteindre le but ultime de l'union politique pour le continent.

À cette époque, l'UEF a été menée par trois personnalités clés : le français Henri Frenay (1905-1988), l'allemand Eugen Kogon (1903-1987), et Altiero Spinelli - qui continueraient à jouer un rôle clé dans l'organisation et pour la cause fédéraliste pour de nombreuses années à venir. Des groupes locaux ont été formés et les nouveaux membres recrutés, en particulier par les trois plus grandes organisations puis en Italie, en Allemagne et en France. L'UEF avait des sections de membres en Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, la Roumanie, l'Espagne, la Suisse et la Yougoslavie.

Tout au long des années 1950, les fédéralistes ont demandé en continu une Europe sans

HENRI FRENAY
1905 – 1988
Président de l'UEF 1950-1952

Un homme politique et officier de l'armée, Henri Frenay est né à Lyon, France le 11 novembre 1905. Il a étudié au Centre d'études germaniques à Strasbourg, avant de rejoindre l'armée française. En février 1941, il rejoint la Résistance française et a participé à la publication de plusieurs journaux clandestins, tels que *Les Petites Ailes, Vérités* et *Combat*. En novembre 1943 Frenay a rencontré le futur président français Charles De Gaulle, qui l'a nommé plus tard ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés. Sa foi dans la construction européenne l'a motivé à participer au Congrès de l'Europe à La Haye en 1948. En 1950, Frenay est devenu président de l'UEF et a travaillé sans relâche pour convaincre les gouvernements d'abandonner le cadre des États-nations, de créer une monnaie unique européenne et de construire une armée européenne.

EUGEN KOGON
1903 – 1987
Président de l'UEF 1950-1952

Eugen Kogon était un journaliste allemand, sociologue et homme politique. Son opposition au nazisme conduisit à son arrestation à de nombreuses reprises par la Gestapo et il a finalement été déporté au camp de concentration de Buchenwald en 1939. Avec une telle expérience brutale de la guerre, il a rejeté le système international des États-nations et a plaidé pour la création d'une République européenne. Kogon a été le premier président de l'*Europa Union Deutschland* (EUD / UEF Allemagne) à partir de 1949 jusqu'en 1954. Entre 1950 et 1952, il a été président du Comité central de l'UEF.

frontières. Des manifestations notables ont eu lieu le 24 août 1950, lorsque les étudiants français et allemands se sont rencontrés au passage de la frontière entre Weiler et Zollamt et ont rompu la frontière séparant leurs pays, et le 28 décembre 1952, lorsque des milliers de militants français et italiens se sont réunis au pont Saint-Louis[2]. À cette occasion, le héros de la Résistance italienne et plus tard éminent politicien Paolo Emilio Taviani (1912-2001) et le futur Premier ministre belge Paul-Henri Spaak (1899-1972) ont parlé aux foules rassemblées qui avaient forcé la voie à travers la frontière pour embrasser leurs concitoyens européens. Il a fallu plus de trois décennies avant que l'accord de Schengen, la suppression des contrôles aux frontières entre les États membres, ne soit signé.

Pendant ce temps, la première partie de ce qui allait devenir un jour l'Union européenne a déjà été timidement mis en place avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) qui été formée en 1951. Dans sa déclaration le 9 mai 1950, le ministre français des Affaires étrangères de l'époque Robert Schuman (1886-1963), a proposé la Communauté européenne du charbon et de l'acier comme un moyen de faire la guerre *« non seulement impensable, mais matériellement impossible »* et de créer *« une première étape dans la fédération de l'Europe »*. Son initiative a été inspirée et rédigée par Jean Monnet (1888-1979), autre « Père fondateur de l'Europe » qui allait devenir le premier président de la Haute Autorité, le pouvoir exécutif de la Communauté qui est devenue plus tard la Commission européenne.

Peu après la signature du traité CECA, les gouvernements européens ont dû faire face à la question du réarmement ouest-allemand. La « Communauté européenne

2 NdT : entre Menton et Vintimille

Paul-Henri Spaak, l'un des « pères fondateurs » de l'Union européenne, a prononcé un discours au cours de la manifestation « Europe sans frontières » au Pont Saint Louis, Italie, en 1952.

Des militants fédéralistes en liesse vont traverser la frontière italienne au cours de la campagne « Europe sans frontières », au Pont Saint Louis, Italie en 1952.

de défense » a été proposée comme une alternative et en 1952, un traité a été signé entre l'Allemagne de l'Ouest, la France, l'Italie et les pays du Benelux qui comprenait des dispositions pour une armée européenne avec un Parlement démocratiquement élu : l'« Assemblée de la Communauté européenne de défense ».

Les fédéralistes, avec le soutien des personnalités gouvernementales Robert Schuman, Konrad Adenauer (1876-1967) et Alcide De Gasperi (1881-1954), ont vu la proposition de la Communauté européenne de défense comme une occasion de créer une Communauté politique européenne en faisant valoir que la création d'une armée européenne sans contrôle politique au niveau européen était inconcevable. En septembre 1952, grâce à une proposition du gouvernement italien inspirée par Spinelli, le Conseil spécial des ministres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier a décidé de créer une Assemblée ad hoc chargée de l'élaboration d'un traité de Communauté politique européenne (CPE). Une telle communauté politique aurait placé la Communauté européenne de défense, la Communauté européenne du charbon et de l'acier, et un projet d'intégration économique, dans un cadre unique avec des caractéristiques fortement, sinon complètement, fédérales. Son adoption aurait donc créé des fondations particulièrement solides pour progresser rapidement vers un État fédéral européen. Toutefois, puisque la création de la Communauté politique européenne était inextricablement liée à la Communauté européenne de défense, les deux idées sont mortes ensemble lorsque le traité instituant cette dernière a été rejeté par l'Assemblée nationale française, le 30 août 1954.

La grave crise résultant de l'effondrement de la Communauté européenne de défense n'a pas diminué la volonté des gouvernements des six pays fondateurs de la CECA d'aller de l'avant vers une certaine forme d'intégration européenne. La mémoire de la guerre encore brûlante et l'incapacité structurelle des États-nations européens pour faire face aux problèmes fondamentaux de l'époque était claire pour beaucoup. Mais l'attachement à la souveraineté nationale était trop fort et les gouvernements de l'époque ont seulement considéré l'intégration sur le plan économique comme possible. Ce qui, contrairement à l'intégration politique et militaire proposée par les fédéralistes, ne signifierait pas le transfert immédiat de ce qui était considéré comme des aspects fondamentaux de la souveraineté vers des institutions supranationales. En fin de compte, la relance du projet d'intégration européenne a été décidée à Messine en juin 1955. Elle a été fondée sur des propositions de Jean Monnet et des gouvernements du Benelux et a conduit à la signature des traités instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) et la Communauté économique européenne (CEE) à Rome le 25 mars 1957. La CEE visait à favoriser l'intégration économique par la construction d'une union douanière et d'un marché commun entre les six États membres (Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Allemagne de l'Ouest).

Bien que l'objectif de la fédération européenne n'ait pas été indiqué dans les traités de Rome (comme il l'était dans la Déclaration Schuman du 9 mai 1950), la conviction qui a guidé certains de ceux qui l'ont inspiré, en particulier Jean Monnet et Paul-Henri Spaak, était que la promotion de l'intégration économique devait progressivement conduire à une intégration politique. Dans leur esprit, dans les traités de Rome, les embryons d'une union politique ont été établis (une Commission indépendante des gouvernements nationaux, le droit communautaire et le rôle de la Cour de justice, et une assemblée dont l'élection directe était envisagée). Ils étaient convaincus que l'intégration politique devait inévitablement suivre avec le développement de ces embryons.

Devant cette nouvelle phase du processus d'intégration européenne, les fédéralistes ont été divisés. La grande majorité des fédéralistes néerlandais et allemands dirigés par Hendrik Brugmans et Ernst Friedländer (1895-1973), ainsi que le mouvement français « La Fédération », dirigé par André Voisin (1918-1999), a maintenu qu'il était nécessaire d'exploiter la dynamique mise en mouvement par les nouvelles communautés, en particulier la Communauté économique européenne. Ils croyaient que les fédéralistes devaient accepter une réalisation progressive de leur vision, et devaient donc soutenir activement l'intégration économique et s'engager pour renforcer les principes fédéraux embryonnaires existants dans le système communautaire, avec la conviction qu'ils conduiraient à une phase plus avancée de l'intégration politique.

Altiero Spinelli, d'autre part, qui a été soutenu par la majorité des fédéralistes italiens, français et belges, était convaincu que les Communautés européennes n'avaient pas changé de façon spectaculaire l'ordre européen et que leur approche n'avait pas été capable de faire des progrès significatifs vers l'intégration européenne. En conséquence, ils croyaient que les fédéralistes devraient sévèrement critiquer les initiatives de ces gouvernements et contester l'approche gradualiste inspirée par Jean Monnet. Spinelli a attaqué le marché commun, qualifié de « fraude ». Peu convaincu par la politique des « petits pas » et par la logique de l'intégration économique préconisée par Monnet à l'époque, ils ont soutenu qu'une assemblée de représentants élus devrait avoir le mandat de rédiger une Constitution européenne pour l'unité politique, puisque les représentants des gouvernements nationaux et leurs diplomates s'étaient montrés incapables de se mettre d'accord pour un tel résultat.

Cette divergence, non pas sur les objectifs fondamentaux ultimes, mais sur l'approche stratégique, a conduit à l'éclatement de l'UEF et à la formation de deux organisations qui suivraient leurs propres chemins séparés jusqu'en 1973.

En 1956, les partisans de la ligne Brugmans-Friedländer ont fondé une nouvelle organisation, « Action européenne fédéraliste » (AEF), qui était une structure de coordination regroupant l'Europa-Union allemande, le Mouvement fédéraliste néerlandais, le Mouvement français la Fédération, les Britanniques de *Federal Union* et d'autres petits groupes fédéralistes en Belgique, au Luxembourg, au Danemark et en Italie. La faction Spinelli a conduit à la transformation de l'UEF en « Mouvement Fédéraliste Européen supranational » (MFES)[3]. Ce groupe a été organisé comme un mouvement supranational paneuropéen et non pas avec des organisations constituantes (bien que les plus grandes organisations ont maintenu leurs structures nationales régies par des « commissions nationales »). Leur revue à cette époque était le *Peuple européen* paraissant en italien, français, allemand et néerlandais.

Dans ces années, l'activité fondamentale des « fédéralistes Spinelliens » réunis dans le MFES a consisté à organiser, entre 1957 et 1962, des élections simulées dans un certain nombre de villes européennes pour élire des représentants à un « Congrès du peuple européen » symbolique - inspiré par le Congrès du peuple indien dirigé par le Mahatma Gandhi - devant agir comme une Assemblée constituante européenne auto-proclamée. Des bureaux de vote ont été organisés en Italie (Milan et Turin en particulier), en France (notamment à Lyon et Strasbourg), en Belgique (notamment à Anvers et Ostende) et en Allemagne et les « votes » et le soutien d'environ 640 000

3 NdT : les noms des deux organisations sont en français dans le texte. Le sigle MFES n'était pas en usage à l'époque ? on parlait de MFE supranational.

Samedi après-midi sur la Place de la République, Lyon, France en 1960. Un bureau de vote est installé pour inviter les gens à élire des représentants à un « Congrès du peuple européen » symbolique .

M. Lode Craeybeckx, maire d'Anvers, en Belgique, participant à l'élection de 1961 du « Congrès du peuple européen ».

citoyens ont été réunis pour le Congrès du peuple européen.

Même si l'action n'a pas atteint ses objectifs, elle a contribué à sensibiliser l'opinion publique dans de nombreuses villes européennes et formé une génération de militants et de dirigeants engagés qui continuerait à jouer un rôle clé dans l'UEF pour les décennies à venir.

La fin de la décennie a été un moment aigre-doux dans l'histoire de l'UEF. Le mouvement fédéraliste restait divisé sur la stratégie nécessaire pour faire avancer l'Europe vers leur objectif final commun : la création d'une véritable union politique comme une fédération européenne. Des pas importants et historiques ont été faits par les gouvernements de la France, l'Allemagne, l'Italie et les pays du Benelux pour consolider la pacification du continent européen avec des institutions communes à travers la création de la Communauté du charbon et de l'acier, la Communauté européenne de l'énergie atomique et la Communauté économique européenne. Mais il était clair que l'objectif de l'union politique avait été repoussé à un avenir lointain.

Traduit de l'anglais par Valéry-Xavier Lentz

Manifestation de l'Union des fédéralistes européens à Luxembourg, mai 1953

« Pour les États-Unis d'Europe par le Congrès du peuple européen »

Het Europese Volk

DE EERSTE EUROPESE KRANT!

PEUPLE EUROPÉEN - EUROPÄISCHES VOLK - POPOLO EUROPEO

DE OORZAKEN VAN DE MISLUKKING

Verkiezingen in Tielt

Op 9 en 10 juli a.s. zullen ook Nederlands-talige Europeanen in de gelegenheid zijn om aan de primaire verkiezingen voor het Congres van het Europese Volk deel te nemen. Dan wordt immers in Tielt, West-Vlaanderen, in het kader van de door te houden Europa-foesten een verkiezingsactie georganiseerd.

De leiding berust bij de federalisten uit Oostende, die in het verleden hun sporen al verdiend hebben. Er zijn een honderd verkiezingsbureaus voor een Oosterrijker. Het Europese kaaskater wordt hierdoor nog onderstreept.

In het volgende nummer komen wij nader op deze verkiezingen terug.

Altiero SPINELLI

EUROPA DRENTO IN AFRIKA TE VERLIEZEN

Apartheid oorzaak van conflict tussen twee werelden

P.G.J. HOUX

30.000 NIEUWE EUROPEANEN

Europäisches Volk

DIE ERSTE EUROPÄISCHE ZEITUNG

PEUPLE EUROPÉEN - POPOLO EUROPEO - HET EUROPESE VOLK

EINE NEUE POLITISCHE KRAFT

Gegen die wachsende Illegitimität unserer Nationalstaaten

EINE NEUE WELT DES GEISTES

Der erste Versuch

Altiero SPINELLI

Das Europäische Volk fordert seine Rechte

Gedanken zum Kongress in Oostende

von Raymond RIFFLET

Peuple Européen

Le premier Journal Européen !

EUROPÄISCHES VOLK - POPOLO EUROPEO - HET EUROPESE VOLK

CONFEDERATION OU FEDERATION

Tombés du Sommet

par Altiero SPINELLI

UN DÉBAT CAPITAL

Aldo GAROSCHI

Péril au Congo

Michel MOUSKHELY

En Italie: Les Européens disent "non" à la Renaissance du fascisme

Popolo Europeo

numero speciale per gli elettori europei di Torino

PEUPLE EUROPÉEN - EUROPÄISCHES VOLK - HET EUROPESE VOLK

500.000 europei chiedono la Costituente

L'Europa delle patrie

Il C.P.E. si riunisce dal 2 al 4 dicembre ad Ostenda

MANIFESTAZIONE A TORINO L'11 DICEMBRE

DOMENICA 11 DICEMBRE alle ore 10,30 al Cinema Torino

PRIMO INCONTRO CON GLI ELETTORI DEL C.P.E.

La Nº Sessione del CPE a Ostenda

La publication du Mouvement fédéraliste européen supranational (MFES), Le Peuple européen, publié en italien, français, néerlandais et allemand.

Années 1960

UNE DIVISION ENTRE GRADUALISTES ET RADICAUX MAIS UNE UNITÉ D'OBJECTIFS

Les années 1960 ont été une période de grands changements sociaux et le spectre polarisant de la guerre froide a divisé le continent. Les fédéralistes européens, eux-mêmes partagés entre le Mouvement fédéraliste européen supranational (MFES) et l'Action européenne fédérale (AEF), ont conservé la vision partagée d'un avenir unifié pour l'Europe et aussi pour les mouvements fédéralistes. Ces objectifs communs ont conduit les organisations à collaborer de manière progressivement plus intense. Au cœur de ce processus se trouvait une évolution des vues des deux organisations à l'égard de la Communauté européenne.

L'intégration économique renforcée par la Communauté économique européenne a démontré sa valeur.

Les fédéralistes du MFES étaient maintenant convaincus que le système de la Communauté économique européenne était plus solide qu'ils ne le pensaient à l'origine.

Ils sont donc parvenus à accepter que l'alternative fédéraliste devrait être poursuivie par le développement de la Communauté économique européenne, plutôt que son effondrement. Cependant, ils restaient persuadés qu'une telle évolution ne serait pas le résultat de simples développements automatiques. Pour surmonter la très forte tendance à la préservation de la souveraineté nationale, ils croyaient que les fédéralistes devaient entreprendre des campagnes de sensibilisation cohérentes et systématiques, exposant et exploitant les contradictions et les déficiences de la CEE et gardant dans le débat politique l'objectif d'une fédération européenne.

Pendant ce temps, les fédéralistes de l'AEF ont perdu confiance dans l'idée d'un passage plus ou moins automatique de

Des fédéralistes européens de Florence, Venise, Marseille et beaucoup d'autres villes manifestant lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement à La Haye, Pays-Bas, 1er décembre 1969.

l'union économique à l'union politique et se sont éloignés lentement de leur soutien non critique à la Communauté économique européenne et aux initiatives des gouvernements. Ils sont devenus convaincus de la nécessité de compléter le travail de conseil et de plaidoyer auprès des classes politiques par une approche plus militante en faveur des principes fédéralistes et un effort important pour mobiliser l'opinion publique.

Au milieu des années soixante, les efforts des deux groupes étaient déjà tournés vers les élections directes au Parlement européen. Ce n'est qu'en 1962 que l'institution est devenue connue sous le nom de « parlement » ayant été précédemment appelée « assemblée consultative ». Malgré le changement de nom, le parlement était encore formé par des représentants nommés par les gouvernements nationaux, souvent parmi les politiciens de second rang. Une élection européenne, prévue par le traité de Rome, visait à faire participer les citoyens européens au processus d'intégration, qui avait jusqu'ici évolué de manière technocratique et avait donc soulevé des questions de légitimité démocratique

À ce stade, l'appel des fédéralistes à une élection directe n'était pas accompagné par des appels au renforcement des pouvoirs du Parlement européen. Il était considéré qu'une telle stratégie créerait des résistances et que la responsabilité accrue engendrée par les élections directes ouvrirait la porte à de nouveaux pouvoirs transférés au Parlement européen. Ce résultat était jugé particulièrement probable si un système politique partisan européen apparaissait dans le contexte de la campagne électorale. La conviction était que l'élection européenne ouvrirait la voie à des développements fédéraux par l'hypothèse d'un « rôle constituant » permanent par le Parlement européen.

La campagne pour les élections européennes, menée en étroite collaboration avec le Mouvement européen, a été menée sans interruption de 1967 à la première élection directe de 1979. Elle a été accompagnée de diverses initiatives et campagnes visant à sensibiliser le public à la nécessité d'une unité politique européenne et la mobilisation autour de l'objectif stratégique des élections européennes.

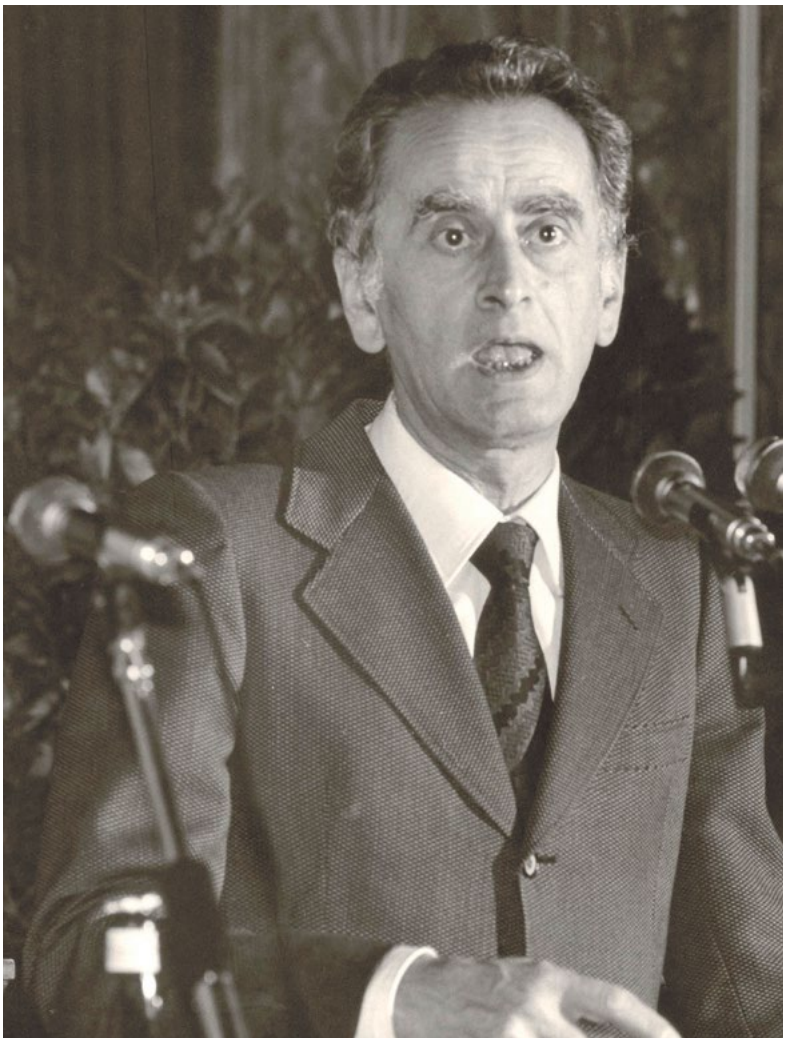
Campagne Action Europe à une frontière allemande, 1968.

La plus notable de ces initiatives a été une série « d'actions frontières », promues par les fédéralistes allemands d'*Europa Union Deutschland* pour exiger l'abolition des frontières nationales, avec des actions symboliques en particulier à la frontière franco-allemande. Au cours de ses dernières années comme Chancelier fédéral, Helmut Kohl a évoqué la façon dont il a participé à de telles actions dans sa jeunesse. Pendant ce temps, les fédéralistes italiens du *Movimento Federalista Europeo* (MFE), dirigé par Mario Albertini (1919-1997), ont promu un « projet d'initiative populaire » (signé par 65 000 citoyens) pour l'élection directe des représentants italiens au Parlement européen qui a été présenté au Sénat en 1969.

Des manifestations de rue ont été organisées tout au long de la décennie, notamment lors des rassemblements de chefs d'État et de gouvernement des Communautés. À cette époque, de tels sommets attiraient peu ou pas de grand public. Les manifestations de milliers de personnes organisées avec la JEF, à Rome en juin 1967, à La Haye en décembre 1969 et à Paris en octobre 1972, sont à souligner compte tenu du nombre de participants.

Une décennie qui a commencé avec la division de l'UEF sur sa ligne stratégique a finalement vu les groupes converger en partageant la vision d'un Parlement européen élu directement. Alors que les fédéralistes européens avaient appelé à cette institution démocratique essentielle depuis leur tout début, il leur faudra encore une décennie avant que les premières élections directes se tiennent par le suffrage universel des citoyens européens en 1979.

Traduit de l'anglais par Pauline Gessant



MARIO ALBERTINI
1919 – 1997
Président de l'UEF 1975-1984

Un philosophe, politologue et professeur de philosophie politique à l'Université de Pavie, il a consacré sa vie professionnelle à la promotion du fédéralisme. Il a dirigé le *Movimento Federalista Europeo* (MFE / UEF Italie) à partir de 1966 et jusqu'à sa mort. En 1959, il est devenu le rédacteur en chef fondateur de la publication « Le Fédéraliste » et a siégé comme président de l'Union des fédéralistes européens à partir de 1975 jusqu'en 1984. Grâce à ses livres et essais, il a fourni une contribution majeure à la théorie du fédéralisme européen et l'interprétation fédéraliste du processus d'intégration européenne.

Une campagne fédéraliste en Italie pour recueillir 50 000 signatures demandant des élections au Parlement européen, 1968.

Des fédéralistes européens font campagne au Sommet des chefs d'État et de gouvernement en 1963. Au premier plan, le général de Gaulle, président de la République française, et Konrad Adenauer, chancelier de la République fédérale d'Allemagne.

Années 1970

LES FÉDÉRALISTES S'UNISSENT POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Dans la première moitié des années 1970, l'Europe souffrait de la crise du pétrole, des tensions au Moyen-Orient, d'une croissance économique lente et d'une agitation sociale généralisée. Le premier projet d'union économique et monétaire, dit « plan Werner », proposé en 1972, avait échoué à recueillir le consensus des gouvernements nationaux. Dans un contexte d'instabilité monétaire croissante et de stagnation économique, la perspective concrète que les avantages de l'intégration économique déjà obtenus par la Communauté économique européenne puissent être perdus est apparue.

Les gouvernements ont commencé lentement à se rendre compte que le risque de régression était réel et que la seule voie pour protéger les résultats déjà obtenus passait par une plus grande intégration. Une telle intégration aurait à être entreprise avec une responsabilité démocratique au niveau européen et inclure la participation des partis politiques et la prise en compte de l'opinion publique. Dans ce contexte, ce devait être la lutte pour l'élection directe du Parlement européen qui fournit l'impulsion finale pour la réunification et la reconstruction de l'UEF.

À l'initiative du Mouvement fédéraliste européen italien et de l'*Europa-Union Deutschland* allemande, les plus grandes organisations du MFES et de l'AEF, respectivement, un comité mixte a été formé au Congrès de Nancy en 1972 et un accord d'unification a été conclu. Parallèlement, l'organisation de jeunesse des Jeunes européens fédéralistes (JEF) a été rétablie et a tenu son Congrès constitutif à Luxembourg en mars 1972. L'Union des fédéralistes européens a finalement été officiellement réunie en avril 1973, lors du VIIe Congrès à Bruxelles.

ÉTIENNE HIRSCH
1901-1994
Président de l'UEF 1964-1972

Étienne Hirsch était un ingénieur français engagé pour les idéaux européens et un proche collaborateur de Jean Monnet depuis sa rencontre en Algérie en 1943. En 1950, il a participé à l'élaboration du plan Schuman. En 1952, Hirsch a succédé à Jean Monnet en tant que commissaire général, poste qu'il a occupé jusqu'en 1959. De 1959 à 1962, il a servi comme président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom). En 1963, Hirsch est devenu professeur à l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles. Il a été président de l'Union des fédéralistes européens entre 1964 et 1975. Entre 1966 et 1968, il était en charge de la planification dans le cadre du « contre-gouvernement » dirigé par François Mitterrand (1966-1968).

Manifestation à Rome, décembre 1975.

Manifestation à Rome, décembre 1975.

Contrairement au MFES, la nouvelle Union des fédéralistes européens était composée de groupes nationaux. Cependant, elle n'a pas été conçue pour être simplement une plate-forme internationale de coordination d'organisations nationales, comme l'UEF d'origine et surtout l'AEF l'avaient été, mais une organisation plus supranationale. Le français Étienne Hirsch (1901-1994) a été élu président, après avoir exercé la même fonction à la Commission exécutive d'Euratom jusqu'à ce que, en raison de ses positions fédéralistes, il ait été évincé par le président français Charles de Gaulle. Hirsch avait déjà été président du MFES en 1964. L'italienne Caterina Chizzola a été nommée secrétaire générale et est restée en poste jusqu'en 1990.

Le préambule des statuts de la nouvelle UEF rappelait Emmanuel Kant, Alexander Hamilton et Pierre-Joseph Proudhon comme les pères du fédéralisme et énumérait un certain nombre de documents comme ses principaux points de référence, y compris les principes de Federal Union (1939), le *Manifeste de Ventotene* (1941), le programme d'Hertenstein (1946) et la déclaration du Congrès de l'UEF de Montreux (1947).

Au milieu des années 1970, des manifestations fédéralistes suivaient les principales réunions du Conseil européen. En décembre 1975, une manifestation particulièrement visible a eu lieu au moment du Conseil européen à Rome, où la pression exercée par les militants fédéralistes a payé puisqu'il a été décidé que l'élection européenne se tiendrait. Initialement, le Royaume-Uni et le Danemark, qui avaient rejoint la Communauté européenne en 1973, ne voulaient pas participer, mais finalement, les deux pays ont pris part aux élections. En 1976 les fédéralistes manifestaient à

Une affiche pour les premières élections du Parlement européen en 1979

nouveau à Bruxelles alors que le Conseil européen décidait sur le nombre de députés à élire.

En juin 1979, 33 ans après la fondation de l'UEF, les premières élections directes au Parlement européen ont eu lieu. Elles ont été les premières élections internationales de l'histoire et pour la première fois des membres directement élus du Parlement européen siégeaient en fonction des groupes politiques européens. Ce fut un événement mémorable et à la première session du Parlement nouvellement élu, le 17 juillet 1979, 5 000 personnes ont rejoint une manifestation fédéraliste à Strasbourg. La vision d'une Europe fédérale avait fait un pas important vers la réalité.

Le climat positif et les attentes d'une relance du processus d'intégration européenne suscitées par la décision sur l'élection directe ont également donné un coup de pouce aux propositions visant à renforcer la coopération monétaire et contribué à la création du Système monétaire européen (SME) en 1979. Cette nouvelle institution a été fortement promue par le président français Valéry Giscard d'Estaing et le chancelier allemand Helmut Schmidt (1918-2015) et fermement soutenue par les fédéralistes, qui ont appelé à une monnaie européenne unique : *« Parlement européen, monnaie européenne, gouvernement européen »* était l'un des slogans de l'époque. Une pétition appelant à une monnaie européenne et un gouvernement européen, lancée en 1978, était l'une des initiatives de cette période et a été la base d'un certain nombre d'actions de terrain dans toute l'Europe.

En l'espace de moins d'une décennie des groupes fédéralistes divisés depuis plus d'une décennie ont été réunis une fois de plus sous la bannière UEF et l'Europe a eu son premier Parlement élu directement.

Traduit de l'anglais par Valéry-Xavier Lentz

En juin 1977, des manifestants à Bruxelles ont montré leur soutien à la monnaie unique et l'élection du Parlement européen au suffrage universel

Manifestation pour une monnaie européenne commune lors de la réunion du Conseil européen à Bruxelles, le 5 décembre 1978.

Manifestation pour une monnaie européenne commune lors de la réunion du Conseil européen à Bruxelles, le 5 décembre 1977.

Années 1980

DE L'ÉLECTION À LA DÉMOCRATIE

Les années 1980 ont marqué le début de la transition vers la démocratie en Europe de l'Est avec des mouvements importants opposés à la domination communiste se renforçant dans les différents pays. En Europe de l'Ouest les fédéralistes ont cherché à construire en se fondant sur les réalisations de la décennie précédente. Ils ont misé sur le développement des Communautés européennes en une future Europe fédérale, à laquelle ils espéraient que d'anciens pays communistes pourraient plus tard adhérer librement.

L'UEF s'est focalisée au cours des années 1980 sur une campagne pour la démocratie européenne. Altiero Spinelli, qui avait passé la première moitié des années 1970 en tant que commissaire européen, a été élu au premier Parlement européen en juin 1979. L'UEF, présidée de 1975 à 1984 par l'italien Mario Albertini, a soutenu le travail de Spinelli pour une initiative du Parlement européen pour une union politique, y compris une Constitution européenne. Spinelli a formé le Club du Crocodile[4] des députés fédéralistes et a obtenu progressivement le soutien de la grande majorité du Parlement pour ses propositions. Pendant ce temps, l'UEF impliquait les citoyens, les organisations politiques et sociales et les autorités locales avec une série de campagnes de terrain systématiques.

Le Parlement européen, grâce à l'impulsion donnée par Spinelli, a finalement approuvé une proposition de *Projet de traité instituant une Union européenne* le jour de la Saint Valentin 1984. Il constituait de facto une constitution européenne qui deviendrait connue sous le nom de « traité Spinelli ». Il contenait des progrès décisifs dans une direction fédérale et son entrée en vigueur était prévue par la ratification à la majorité des États membres.

4 NdT : le Crocodile est un restaurant strasbourgeois

JOHN PINDER
1925 -2015
Président de l'UEF 1984-1987

John Pinder a été un pionnier des études sur les politiques publiques et un promoteur britannique de premier plan du fédéralisme européen. Après avoir servi pendant la Seconde Guerre mondiale dans l'artillerie en Afrique de l'Ouest, il est devenu un attaché de presse de *Federal Union* en 1950. Pinder a été président de l'Union des fédéralistes européens de 1984 à 1990 et actif dans le Mouvement européen au Royaume-Uni et au niveau international. Il a publié de nombreux articles sur la politique, l'économie et l'histoire de la CE / UE et du fédéralisme. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *La construction de l'Union européenne et L'Union européenne : une présentation très courte.*

Manifestation lors de la réunion du Conseil européen à Bruxelles, le 29 mars 1985.

Helmut Kohl, chancelier fédéral allemand (au milieu devant les photographes) avec des manifestants de l'Union des fédéralistes européens au cours de la réunion du Conseil européen à Bruxelles, 29-30 mars 1985

Une affiche en néerlandais et en français appelant les citoyens à se joindre à la plus grande manifestation pour l'« Union européenne maintenant » à Milan, Italie, 1985.

Une couverture du magazine *Il Giorno* avec la plus grande manifestation fédéraliste dans l'histoire de l'organisation sur la piazza del Duomo à Milan, Italie, 1985.

L'UEF, qui avait élu l'universitaire britannique et ardent fédéraliste John Pinder (1924-2015) en tant que président, a continué à manifester lors des réunions du Conseil européen en appui du traité Spinelli. Le 29 juin 1985, à l'occasion d'une réunion à Milan, 100 000 fédéralistes venus de toute l'Europe se sont réunis dans la plus grande manifestation populaire dans l'histoire du mouvement fédéraliste, marchant à travers le centre-ville et se terminant par un rassemblement final sur la piazza del Duomo. La forte participation a été le résultat d'un effort combiné de toutes les organisations membres et d'une coalition de forces politiques et sociales rassemblée par les fédéralistes.

Toutefois, le Conseil européen n'a pas tenu compte des propositions du Parlement européen et du traité Spinelli et a plutôt décidé de convoquer une conférence intergouvernementale pour examiner les traités communautaires en vue de créer un marché unique des biens et services, plus tard, obtenu avec l'Acte unique européen (1986).

Parmi les initiatives les plus radicales des fédéralistes pour maintenir la perspective d'une initiative constitutionnelle par le Parlement européen, on retiendra une campagne particulière en Italie. Le MFE, la section italienne de l'UEF, réunit 120 000 signatures pour encourager le Parlement italien à adopter une loi constitutionnelle pour la tenue d'un référendum consultatif sur l'opportunité de donner un « mandat constituant » au Parlement européen. Le référendum a été organisé en même temps que les élections européennes de juin 1989 et a obtenu le soutien de 88% des voix avec un taux de participation de 82%. Le soutien de l'opinion était également élevé ailleurs en Europe. Les fédéralistes en Belgique ont tenté de le démontrer avec une initiative similaire, mais ont échoué dans leur tentative d'organiser un référendum populaire.

Alors que la Constitution européenne a échoué à se concrétiser à cette époque, et qu'il faudra encore 20 ans pour être officiellement proposée une fois de plus, la campagne a été un facteur important dans le processus qui a conduit à l'Acte unique européen. Ce traité,

Manifestation fédéraliste lors d'un sommet du Conseil européen. Strasbourg, le 6 décembre 1989.

en dépit de sa portée limitée par rapport aux demandes des fédéralistes et du Parlement européen, a permis de relancer l'intégration européenne. Il a également jeté les bases de l'intégration monétaire et a ouvert une phase de réformes institutionnelles pour prendre en compte le fait qu'au cours des années précédentes, les Communautés européennes étaient devenues de plus en plus intégrées dans les domaines de la politique étrangère, de la sécurité et de la défense, des affaires intérieures et de la justice.

Traduit de l'anglais par Valéry-Xavier Lentz

Les militants de Milan lancent un ballon fédéraliste ! 29 juin 1985

Années 1990

VERS LA MONNAIE EUROPÉENNE

Les années 1990 se déroulèrent dans un contexte de changement d'ère au sein du système international après la fin de la guerre froide et la réunification allemande. La nécessité, que l'UEF avait affirmée depuis sa création, d'un lien organique entre la reconstruction de l'Allemagne et la création d'une souveraineté européenne commune, a représenté un facteur fondamental dans les progrès réalisés dans le processus d'intégration au cours des années 1990. Des personnalités clés ont piloté les progrès au niveau européen, y compris le président de la Commission européenne Jacques Delors, le président français François Mitterrand, le chancelier allemand Helmut Kohl et le Premier ministre italien Giulio Andreotti, mais leur vision n'aurait jamais pu être accomplie sans le soutien des citoyens qui se manifestait dans les actions UEF à l'appui du processus d'intégration.

Un grand rassemblement organisé par les fédéralistes à Maastricht en décembre 1991 a attiré des milliers de militants et une convention finale a reçu le président de la Commission Jacques Delors (qui s'est adressé à la foule en déclarant : *« le fédéralisme n'est pas un gros mot »*[5]. Le Premier ministre néerlandais Lubbers et le président du Parlement européen, Enrique Barón Crespo étaient également présents. Le traité de Maastricht, finalement ratifié en 1993, a représenté la réalisation presque totale du marché unique et a préparé le continent pour la naissance de l'Union européenne et une nouvelle monnaie unique - avec le nom « euro » sur lequel on s'est accordé en décembre 1995.

L'UEF a poursuivi sa campagne pour la démocratie européenne jusqu'en 1996 avec l'italien Francesco Rossolillo (1937-2005) en tant que président de 1990 à 1997, et

5 NdT : « f-word » jeu de mot avec l'euphémisme anglophone pour le mot fuck

Manifestation lors de la réunion du Conseil européen de Maastricht, le 8 décembre en 1991.

le néerlandais Gerard Vissels succédant à l'italienne Caterina Chizzola comme secrétaire général. Si l'objectif fondamental de cette campagne était, comme toujours, la création d'une fédération européenne réalisée par le biais d'un processus démocratique-constituant, les demandes concrètes de la campagne étaient : l'élimination des contrôles aux frontières entre les pays de l'Union européenne, un élargissement et un approfondissement de l'Union menés en parallèle, le renforcement du rôle exécutif de la Commission européenne, le renforcement des pouvoirs du Parlement européen et l'extension du vote à la majorité au Conseil des ministres.

Avec l'introduction de l'euro désormais prévue pour 1999, les fédéralistes ont consacré le milieu des années 90 pour plaider en faveur d'une accélération de la création de la monnaie unique (car certains craignaient que le long délai nécessaire pour sa mise en œuvre eût le potentiel de faire complètement dérailler le processus) et en même temps de jeter les bases pour les prochaines étapes du processus d'intégration. Un débat considérable a été soulevé dans les rangs fédéralistes par la proposition controversée faite en 1994 par les politiciens démocrate-chrétiens allemands Wolfgang Schäuble et Karl Lamers pour un *Kerneuropa* (« noyau européen ») des pays en mesure de rejoindre l'euro, un sujet qui s'avérera clivant pour les fédéralistes dans les années ultérieures.

Avec l'introduction de l'euro certain et imminent, l'UEF est retourné à ses racines en demandant une Constitution européenne pour compléter l'union politique autour de la monnaie unique qui devait bientôt être créée. Lors du sommet européen de Bruxelles de décembre 1993, quelques centaines de fédéralistes de l'UEF et la JEF ont organisé une action publique dans le voisinage du sommet européen sous le slogan « Réveillez-vous ! C'est l'heure d'une Constitution ! » (*"Wake Up, it's Constitution Time !"*). Lors

S'adressant à la foule fédéraliste, Jacques Delors déclare : *« le fédéralisme n'est pas un mot obscène ! »*. Maastricht, le 8 décembre 1991.

du sommet européen de Florence en juin 1996, l'UEF et la JEF ont réuni des milliers de fédéralistes dans une manifestation publique sur la *Piazza della Signoria* et dans une série d'autres événements à l'intérieur et à l'extérieur où des propositions pour une Constitution européenne ont commencé à être mises en avant.

Lors du Congrès de Vienne de 1997, où l'allemand Jo Leinen a été élu président, l'UEF a officiellement commencé une campagne pour une Assemblée constituante européenne, peu après rebaptisée « Campagne pour une Constitution européenne ». Au printemps 1998, l'UEF a lancé un appel *Pour une Union européenne démocratique, pour une Constitution européenne* pour laquelle les sections locales ont réuni les signatures de citoyens. En avril 1999, l'UEF a publié une proposition de *Douze lignes directrices pour une Constitution européenne* et, sur une initiative de l'UEF, un « intergroupe pour une Constitution européenne » a été mis en place au Parlement européen en septembre de la même année. Le groupe a réuni la plupart des députés fédéralistes et a été appuyé par le secrétaire général de l'UEF de l'époque, le français Bruno Boissière.

La campagne a été lancée avec une compréhension claire des défis auxquels l'Europe est confrontée. Il y avait un besoin urgent d'intégrer l'union monétaire avec un gouvernement économique et social supranational et il était clair que l'élargissement imminent de l'Union européenne avec dix nouveaux pays d'Europe centrale et orientale rendait nécessaire une cohésion politique plus forte pour éviter une dilution, voire même l'effondrement, de l'ensemble du projet européen. Il était également essentiel pour l'UE d'être en mesure d'agir efficacement

Les fédéralistes européens se réunissent à Klagenfurt pour appeler à une Constitution européenne lors d'une réunion du Conseil européen informel, à Pörtschach, en Autriche, 23-24 octobre 1998.

au niveau international, pour apporter une contribution significative à la création d'un monde plus juste et plus pacifique, et cela impliquait la fédéralisation de la sécurité, de la défense et de la politique étrangère. Il était clair pour beaucoup que seul un système fédéral apportait des réponses efficaces aux défis auxquels l'Europe faisait face. Alors que l'élargissement approchait, de nouvelles sections UEF ont été progressivement formées dans les pays dont l'adhésion était attendue ou en attente. Au cours des années 1990, l'UEF se félicitait d'avoir plus de vingt sections nationales.

La décennie, et avec elle, le XX^{e} siècle, allait prendre fin avec une partie de l'Europe s'unissant autour d'une nouvelle monnaie unique. L'euro était quelque chose que cinquante ans plus tôt les fédéralistes les plus visionnaires avaient rêvé, et pour laquelle les fédéralistes de l'époque s'étaient engagés, convaincus comme ils l'étaient que la monnaie unique rendrait le besoin d'un gouvernement démocratique européen plus urgent que jamais.

Lors d'un congrès tenu à Bonn en avril 1999, l'UEF a réaffirmé ses appels en faveur d'un processus constitutionnel démocratique et la nécessité d'évoluer vers une véritable fédération européenne avec un gouvernement fédéral efficace. Une résolution mettait en garde explicitement contre *« le risque pour l'achèvement de l'UEM si on ne la renforçait pas avec une union politique »*. Dix ans plus tard, alors que l'Europe luttait pour faire face à la crise de la zone euro, la faiblesse de la monnaie, l'absence d'un gouvernement européen démocratique et efficace commencerait à être exposé au grand public européen.

Traduit de l'anglais par Valéry-Xavier Lentz

Années 2000s

LA LUTTE POUR UNE CONSTITUTION EUROPÉENNE

Une nouvelle année, nouvelle décennie, nouveau siècle et nouveau millénaire commencèrent avec un nouvel espoir que les demandes des fédéralistes seraient enfin satisfaites. Avec l'arrivée de la monnaie unique et l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale faisant de rapides progrès, les limites de la structure politique de l'Union étaient clairement apparentes et l'Europe était enfin prête pour une Constitution.

Lorsque le ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fischer a prononcé un discours à l'Université Humboldt en mai 2000 prônant une « *avant-garde fédérale* » d'un noyau de pays pour mettre en place une unité politique en parallèle à l'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays, de nombreux fédéralistes ont été galvanisés. Une délégation de fédéralistes a salué et encouragé Fischer à son arrivée au Parlement européen quelques semaines après sa proposition controversée. Pour exploiter la dynamique créée par le discours de Fischer, l'UEF et la JEF se mobilisèrent et ont organisé une manifestation publique avec plus de 10 000 personnes au Conseil européen de décembre 2000 à Nice appelant à une Constitution européenne. La décision de convoquer une Convention européenne, présidée par Valéry Giscard d'Estaing, a suivi.

Certains fédéralistes étaient sceptiques quant à l'issue probable de la Convention, faisant valoir qu'une initiative politique par un groupe restreint d'États membres, les six fondateurs, ou les pays utilisant l'euro, serait nécessaire. Cependant, l'UEF fait tous les efforts pour faire pression pour un résultat

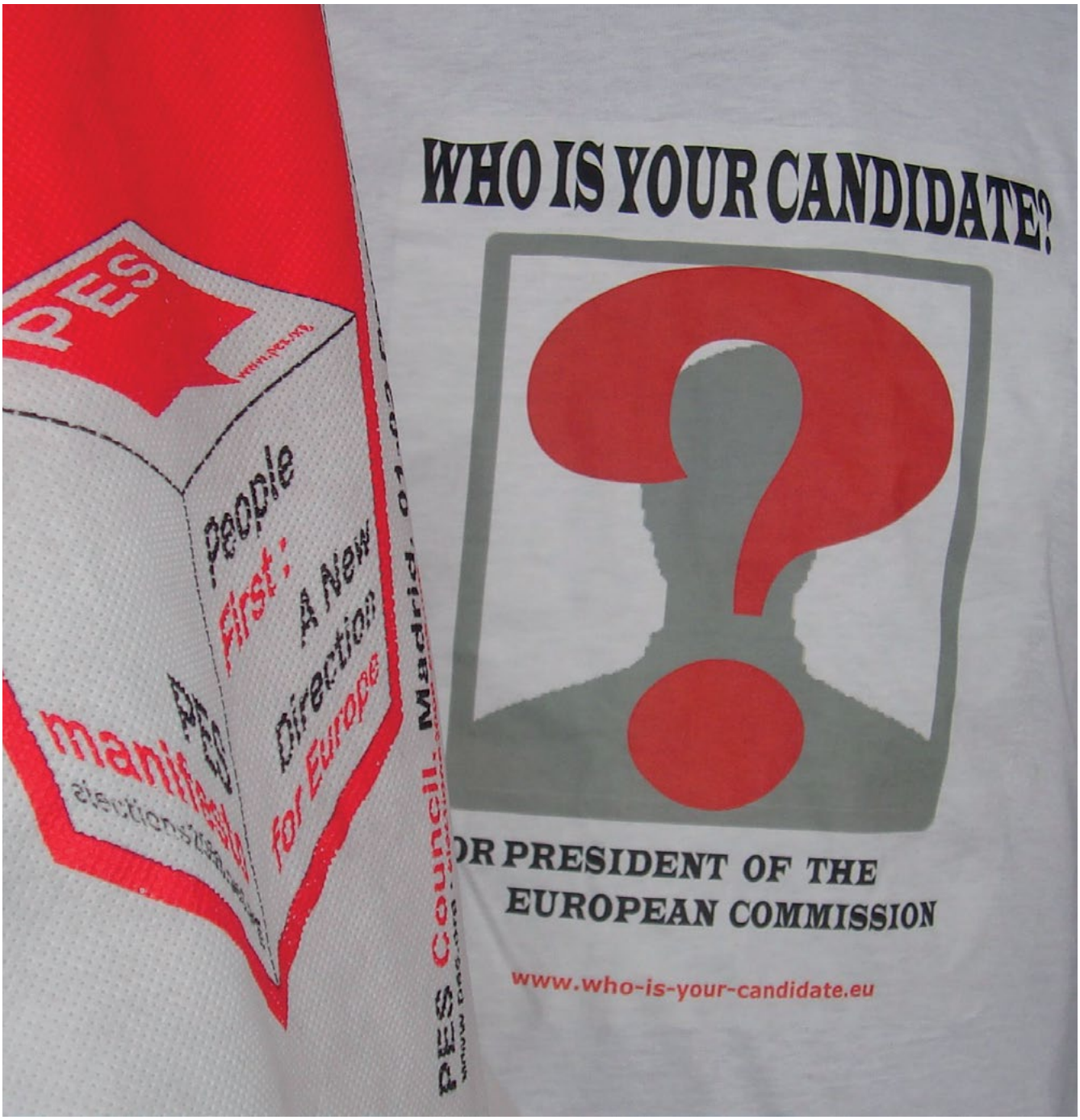
10 000 manifestants appellent à une Constitution européenne lors de la réunion du Conseil européen de Nice, France, 7 décembre 2000.

aussi avancé que possible. Alors que les dernières propositions qui ont émergé de la Convention ont été estimées insatisfaisantes par beaucoup, les avancées importantes vers une plus grande intégration et participation démocratique qu'elles contenaient ont été jugées comme méritant le soutien de l'organisation.

Toutefois, la décision de renvoyer le projet de Constitution élaboré par la Convention à une conférence intergouvernementale agissant selon le principe de la prise de décision à l'unanimité et la nécessité d'une ratification unanime se révèlerait fatale. En 2005, les référendums en France et aux Pays-Bas ont rejeté la Constitution européenne.

Sous la direction de l'italienne Mercedes Bresso de l'autrichien Friedhelm Frischenschlager, élus présidente et secrétaire général en 2006 et 2005 respectivement, l'UEF avait pour but de voir le projet constitutionnel réécrit et amélioré, puis soumis à un référendum consultatif européen qui se tiendrait le même jour que les élections européennes de 2009. Ce plan a été sapé par la signature du traité de Lisbonne en 2007, qui contenait des versions édulcorées des réformes proposées par le traité constitutionnel. Toute référence, même symbolique, à la notion de constitution avait été effacée et les réformes institutionnelles clés ont été abandonnées avec l'intention spécifique de réduire toutes les attentes que le processus de changement institutionnel dans un sens fédéral puisse être rapidement repris.

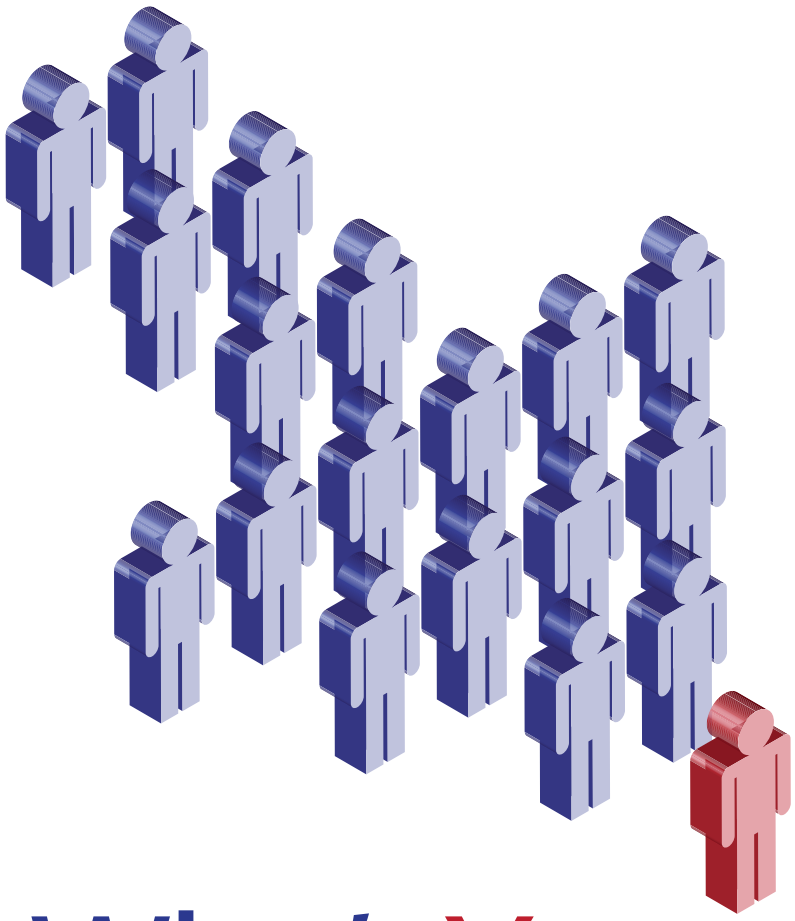
Alors qu'une décennie décevante tirait à sa fin, les fédéralistes restaient déterminés.



Un militant fédéraliste porte un t-shirt « Qui est votre candidat ? » au Congrès du Parti socialiste européen à Madrid, Espagne 1er décembre 2008.

Avec l'eurodéputé britannique Andrew Duff élu président lors du Congrès européen de Paris en 2008, et l'Espagnol Joan-Marc Simon ayant été choisi comme secrétaire général un an plus tôt, l'UEF a lancé la campagne « Qui est votre candidat ? » pour les élections européennes de 2009. Les partis politiques européens ont été invités à désigner leur candidat à la présidence de la Commission européenne, si leur parti devait gagner le plus grand nombre de sièges. Cette tentative de politiser la Commission et parvenir ainsi à une plus grande surveillance démocratique par une voie plus informelle ne passe pas inaperçue. Cinq ans plus tard lors des élections de 2014, les partis se sont adaptés et des candidats chefs de file (Spitzenkandidaten) ont été mis en avant par chacun des principaux partis européens.

Traduit de l'anglais par Valéry-Xavier Lentz



Who's Your Candidate?

Countdown to the 1st European Presidential Election in 2009

La campagne « Qui est votre candidat ? » a demandé aux partis politiques européens de désigner leur candidat à la présidence de la Commission européenne après les élections de 2009.

Années 2010s

L'APPEL POUR UNE EUROPE FÉDÉRALE

La crise financière qui a débuté en 2008 aux États-Unis a atteint l'Europe en ce début des années 2010. La mesure dans laquelle plusieurs pays de la zone euro, et par extension de l'euro lui-même, ont été exposés, a apporté une preuve dangereuse des avertissements fédéralistes sur les limites d'une union monétaire sans colonne vertébrale fiscale et politique. L'UEF a averti que l'Europe se trouvait face à une alternative majeure : soit construire une Union fédérale, à partir des pays de la zone euro, soit faire face à la désintégration.

Pour les quatre premières années de la décennie, l'allemand Christian Wenning a servi comme secrétaire général de l'UEF et a supervisé la campagne : « L'Union fédérale maintenant ! ». La campagne demandait un gouvernement européen fort, capable de lutter contre la crise économique et de créer des emplois et de la croissance pour l'Europe, tout en assurant l'avenir de la monnaie unique. Lors d'un congrès à Berlin en 2013, le UEF a lancé un « Manifeste pour une Europe fédérale » en amont des élections européennes de 2014. Membre du Parlement européen de longue date et fédéraliste, l'allemand Elmar Brok a été élu en tant que président, fonction qu'il occupe au moment de la rédaction de ces lignes.

L'UEF fit campagne sur le thème « Vers une Europe fédérale » à l'approche des élections au Parlement européen en 2014, demandant aux candidats de déclarer leur engagement à la construction d'une Fédération européenne et encourageant les citoyens à soutenir ces candidats. La campagne visait à accroître ainsi le nombre de fédéralistes députés au Parlement européen.

L'italien Paolo Vacca, auparavant président des Jeunes européens fédéralistes (JEF), a été élu secrétaire général en juin 2014 et a

récemment supervisé un secrétariat renforcé basé à Bruxelles, avec un nombre accru de nouveaux événements et activités à travers l'Europe, et une plus grande coopération avec le Groupe Spinelli des députés fédéralistes.

Le Manifeste de 2013 pour une Europe fédérale a été mis à jour en 2015. L'UEF a depuis continué à appeler à de nouveaux progrès essentiels vers une Europe fédérale, y compris l'achèvement de l'Union économique et monétaire avec une union fiscale et économique. L'organisation a également demandé à plusieurs reprises le renforcement des politiques européennes communes dans plusieurs domaines, y compris sur le social, les migrations, l'industrie, l'énergie et la sécurité intérieure, ainsi que la fédéralisation de la politique étrangère européenne extérieure, de sécurité et de défense. En termes de réforme institutionnelle les fédéralistes continuent de faire pression pour que la Commission soit élue par le Parlement européen et dotée de l'ensemble du pouvoir exécutif en le transformant en un gouvernement fédéral pour l'Europe, et pour le Parlement européen qu'il soit élu avec une plus grande proportionnalité et un système électoral uniforme avec les collèges régionaux et des listes transnationales. Cela se produirait aux côtés de la transformation du Conseil des ministres en une Chambre des États ou un Sénat, où les membres ne bénéficieraient plus d'un droit de véto.

Depuis les élections de 2014, des initiatives ont particulièrement eu pour objet d'encourager le Parlement européen à prendre les devants et ré-ouvrir le débat sur l'architecture de l'Union en vue d'une nouvelle réforme des traités. L'UEF est déterminée à faire pression pour aller de l'avant vers une Europe fédérale avec des solutions qui répondent à la fois à la nécessité d'une zone euro plus intégrée économiquement et politiquement et à une intégration plus souple des États membres qui ne sont pas encore prêts à se joindre à une véritable union politique.

L'UEF a célébré le 70e anniversaire de sa fondation lors de son 25e Congrès européen à Strasbourg en juin 2016. Après 70 ans à montrer le chemin vers une Europe unie et fédérale, l'UEF regarde vers l'avenir avec la même vision et le même objectif final que les premiers fédéralistes européens portaient. Aujourd'hui, comme alors, les membres de l'UEF rêvent d'une Europe fédérale, politiquement unie et capable d'assurer la paix et la prospérité pour les générations à venir et se sont engagés à rassembler les citoyens de toute l'Europe à se rallier autour de cette cause.

Traduit de l'anglais par Valéry-Xavier Lentz

Union des Fédéralistes Européens :
70 ans de campagnes fédéralistes pour une Europe unie et fédérale

Images : © Communautés européennes et © Archives historiques de l'Union européenne

Basé sur un texte de Sergio Pistone

Adapté en anglais par : Anton Lazarus, Laura Bringina, Paolo Vacca

Design graphique : Maris Bickovs, www.bright.lv

Traduction française : Jean-Francis Billion, France Bouchez, Pauline Gessant, Valéry-Xavier Lentz, Roger Vancampenhout. Relecture par Jean-Luc Prevel.

european.federalist

@federalists

uef

EuropeanFederalists

UEF Secretariat européen
Square de Meeûs 25
B-1000 Brussels

+32 (0) 2 508 30 30
contact@federalists.eu

www.federalists.eu

© Union des fédéralistes européens 2016

UEF-Europe est co-financée par l'Union européenne

Facebook : european.federalist
Twitter : @federalists
LinkedIn : uef
YouTube : EuropeanFederalists

UEF European Secretariat
Square de Meeûs 25
B-1000 Brussels

+32 (0) 2 508 30 30
contact@federalists.eu

www.federalists.eu

© Union des fédéralistes européens 2016

UEF-Europe est co-financée
par l'Union européenne